

ARRÊTÉ N°2023/006
PORTANT ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE
DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN
LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE
VILLEPINTÉ

Le Président de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-45 à L.153-48 et R153-20 et R153-21 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;
Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Villepinte approuvé par la délibération n°150 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 18 décembre 2017 ;
Vu l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villepinte en 2021, toujours en cours ;
Vu le courrier en date du 28 novembre 2022 de Madame Martine VALLETON, Maire de Villepinte et 1^{ère} Vice-Présidente en charge de l'Aménagement du Territoire Paris Terres d'Envol, demandant à M. BESCHIZZA, Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, d'engager une procédure d'ajustement du PLU de la commune de Villepinte sur le secteur dit « Bande Ballanger » ;
Vu la délibération n°136 du conseil du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 7 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'EPT Paris Terres d'Envol et la délibération n°03 du 13 février 2023 actant du débat sur le PADD du PLUi.

CONSIDERANT le projet soutenu par la commune de Villepinte et l'EPT Paris Terres d'Envol sur le secteur dit « bande Ballanger », dans le cadre de l'ORCOD-IN « Parc de la Noue » ;

CONSIDERANT la nécessité de permettre l'implantation d'une opération immobilière sur le secteur de la « Bande Ballanger » et qu'il convient de créer pour cela un secteur dédié au sein de la zone Um et d'y adapter le règlement ;

CONSIDERANT la nécessité de procéder par ailleurs à des ajustements mineurs des pièces réglementaires du PLU ;

CONSIDERANT que les modifications projetées n'ont pas pour effet :

- Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser
- Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du code de l'urbanisme.

CONSIDERANT que les modifications apportées relèvent donc de la procédure de modification simplifiée telle que codifiée dans le code de l'urbanisme.

ARRÊTE

ARTICLE 1 Il est prescrit la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Villepinte.

ARTICLE 2 Dans la perspective de permettre la concrétisation des projets soutenus par la commune, en cohérence avec les orientations du PADD, le projet de modification simplifiée n°2 a pour objectifs de :

- Adapter le zonage, en créant un secteur au sein de la zone Um et le règlement y afférant, afin de permettre l'aménagement du secteur dit « bande Ballanger », lié à

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20230413-2023-006b-AU
Date de transmission : 13/04/2023
Date de réception préfecture : 13/04/2023

l'ORCOD-IN « parc de la Noue »

- Procéder à des ajustements mineurs des pièces réglementaires du PLU.

ARTICLE 3 Le projet de modification simplifiée n°2 sera notifié pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme et sera également notifié à Madame le Maire de Villepinte.

ARTICLE 4 Le projet de modification simplifiée fera l'objet d'une mise à disposition du public pendant un mois conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 5 A l'issue de la mise à disposition, le président de l'EPT Paris Terres d'Envol présentera le bilan devant le Conseil de Territoire, qui en délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

ARTICLE 6 Le présent arrêté sera affiché au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie de Villepinte pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 7 Le présent arrêté sera transmis pour ampliation :

- A la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;
- A la mairie de Villepinte.

ARTICLE 8 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93190 Montreuil - dans le délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'acte.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 16 mars 2023

Le Président

